

*Communiqué de presse*

## **Comité de soutien aux militants égyptiens**

### **Halte aux expulsions des militants égyptiens qui dénoncent la répression en Égypte !**

De jeunes Égyptiens travaillant en France ont manifesté à multiples reprises depuis le 25 janvier 2011 en soutien à la révolution égyptienne, et contre les pouvoirs répressifs qui se sont succédés en Égypte, de Moubarak à El Sissi, en passant par le Haut Conseil militaire et les Frères musulmans.

Dérogeant à ses pratiques antérieures, la Préfecture de Paris leur a interdit de se rassembler le 25 janvier 2014 devant le Bureau militaire ou l'Ambassade d'Égypte à Paris. Ils voulaient ainsi interpeler le pouvoir militaire et dénoncer ses assassinats, ses arrestations et ses tortures de militants en Égypte, et exprimer leur refus du retour à la dictature de Moubarak, comme à celle des Frères musulmans. Ils voulaient ainsi démentir la déclaration du chef du Bureau militaire égyptien ayant affirmé le 28 janvier 2014 que " *Tous les Égyptiens en France soutiennent le Général El Sissi* ". Cependant, ces jeunes égyptiens ont été autorisés par l'officier de police à y scander leurs slogans pendant quelques minutes. Mais après leur retour au métro Etoile, est arrivé l'ordre de les contrôler, de les conduire au commissariat du 8ème arrondissement et de les placer en garde à vue. Quatre d'entre eux ont été relâchés avec un ordre de quitter le territoire français (OQTF) sous 30 jours, et 3 ont été transférés au centre de rétention de Vincennes pour être expulsés sous OQTF, puis libérés, le juge des libertés ayant reconnu l'irrégularité de leur détention et le danger d'un retour forcé en Egypte. Le juge administratif a même accordé à l'un d'entre eux un changement de pays de destination, sur la base de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'Homme<sup>1</sup>, compte tenu des risques d'arrestation et de mauvais traitements attestés par des témoignages de militants français.

Ce danger est réel car depuis trois ans, ces jeunes militants ont été parmi les organisateurs de toutes les mobilisations animées par les associations<sup>2</sup> égyptiennes créées en France pour soutenir la révolution. Cela leur a valu des menaces et une grave agression. Leur expulsion en Égypte les exposerait aux mêmes risques d'arrestations, de détention abusive, de tortures et d'assassinats que les militants qui dénoncent en Égypte la répression du pouvoir actuel, comme en attestent les ONG des droits humains.

C'est pourquoi plusieurs organisations<sup>3</sup> ont lancé un Appel pour la liberté d'expression des militants égyptiens en France et en Égypte. Elles demandent que soient annulés les OQTF délivrés suite au rassemblement le 28 janvier devant le Bureau militaire de l'Ambassade d'Égypte pour protester contre la répression en Égypte. Elles appellent personnalités et organisations à rejoindre le Comité de soutien aux militants égyptiens créé pour intervenir contre leur expulsion. Un meeting est annoncé en soutien à ces objectifs :

**Vendredi 28 mars à 19h Bourse du travail 4 rue du Château d'Eau Paris 10 Salle Eugène Varlin**

---

1 qui stipule : « *un étranger ne peut être éloigné à destination d'un pays s'il établit que sa vie ou sa liberté sont menacés...* ».

2 Associations des Jeunes d'Égypte du 25 janvier à Paris ; des Jeunesses égyptiennes du 25 janvier en France ; de la Place Tahrir.

3 CEDETIM, ENSEMBLE, EÉLV, IPAM, Inter-Co, NPA, PG, SOLIDAIRES, SNESUP-FSU.

**Organisations signataires** : *AITEC* (Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs), *ATMF* (Association des Travailleurs maghrébins de France), *ATTAC* (Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne), *CEDETIM* (Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale), *EÉLV* (Europe Écologie les Verts), *ENSEMBLE*, *INTER-CO* (Inter-Collectif de solidarité avec les luttes des peuples dans le monde arabe), *IPAM* (Initiatives Pour un Autre Monde), *LDH* (Ligue des Droits de l'Homme), *MRAP* (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), *NPA* (Nouveau parti anticapitaliste), *PCF* (Parti communiste français), *PG* (Parti de gauche), *SNESUP-FSU* (Syndicat national de l'enseignement supérieur), *SOLIDAIRES* (Union Syndicale Solidaires), *UNL* (Union Nationale Lycéenne),